

VOUS AVEZ LA PAROLE



Élections chambres d'agriculture 2025 : les leçons à retenir

Après une campagne tendue et rendue difficile par une sourde colère du monde agricole, l'heure des bilans s'impose. La progression de la CR est un triple avertissement qui doit être pris en compte : davantage d'indépendance par rapport aux pouvoirs publics et vis-à-vis de l'agro-industrie, réaliser enfin un reflux des normes administratives et des excès idéologiques de la protection de l'environnement, stopper la naïveté commerciale en Europe pour assurer de meilleures protections aux frontières et mieux faire respecter nos intérêts dans l'UE.

Cette progression est à l'image de la société française : ce syndicat revendique une proximité politique, au moins subliminale, avec le mouvement du Rassemblement national (RN). Contrairement à l'exigence apolitique et aconfessionnelle sur laquelle le syndicalisme FNSEA s'est construit, la CR endosse une forme de radicalité politique. La colère n'est pas un projet. Mais c'est un cri du cœur sincère... Qu'importe, il faut entendre la volonté de milliers d'agriculteurs qui disent : « Nous voulons être plus respectés, écoutés et reconnus. »

La cogestion est essoufflée. Elle conduit trop souvent à assumer des décisions qui ne sont pas bénéfiques à l'agriculture. Elle est devenue une soumission aux intérêts de la protection de l'environnement. Seule l'intégration de l'agriculture dans les « intérêts fondamentaux de la nation » (article 410.1 du code pénal) permettra de refaire de la cogestion une force d'influence crédible.

La confiance syndicale est un cristal fragile. Cette élection confirme que les agriculteurs éprouvent une crise de confiance dans le syndicalisme FNSEA-JA. C'est bien d'apporter des services, de faire du syndicalisme économique (création de « filières

équitable »), de créer des liens avec l'agro-industrie et notamment la coopération, mais cela se traduit parfois par des positions ambiguës.

La Confédération paysanne est cornée. Ses orientations rassemblent moins d'un agriculteur sur cinq. Elle stagne depuis 2019 et n'a pas du tout profité de l'affaiblissement du duo FNSEA-JA. C'est un syndicat qui semble voué à ne représenter qu'une minorité du monde paysan, notamment en raison de ses liens avec les associations environnementales extrémistes et de ses positions « antibassines ».

La revanche des régions intermédiaires oubliées est visible : ces zones ont des caractéristiques naturelles et socio-économiques qui ne leur permettent pas d'obtenir des résultats comparables aux bassins de production favorables. Il y a un sentiment très fort d'abandon, alors qu'elles représentent la surface géographique la plus importante. C'est une leçon du scrutin : il faut aider sérieusement ces zones !

L'ancrage traditionnel FNSEA-JA est préservé : les zones d'élevage traditionnelles et les bassins de grandes cultures à hauts potentiels ont maintenu une fidélité sans faille au syndicalisme de projet et de solution.

Dans ces élections, les agriculteurs ont exprimé un besoin et un espoir dans le syndicalisme. Face à une hégémonie historique FNSEA-JA qui a parfois déçu, les électeurs ont été sensibles aux discours de la CR. Sa percée correspond parfaitement aux racines du syndicalisme : porter des solidarités en actes, déranter et remettre en cause les baronnies asservissantes et les rentes injustifiées. Le message est clair : les agriculteurs veulent revenir aux racines du syndicalisme. C'est donc aux plus touchés par les transformations économiques et sociétales qu'il faut d'abord s'adresser.

Jérôme Bernard, Charente-Maritime